



## **La déroute du Front populaire**

### **La certitude des radicaux et de Léon Blum**

Le 31 décembre 1936, Léon Blum prit la parole à la radio pour s'adresser au pays. Sur le papier, il devrait être angoissé : la dévaluation a mis par terre le niveau de vie des masses, faisant que les hausses de salaire de mai 1936 sont déjà perdues alors qu'en plus les prix ont parallèlement augmenté. Loin d'être inquiet néanmoins, il voit les choses ainsi : une nouvelle dynamique est en place.

« De nouveaux rapports sociaux s'établissent ; un ordre nouveau s'élabore. On s'aperçoit que l'équité, l'égalité, la liberté, ont par elles-mêmes quelque chose de bienfaisant, de salutaire. La puissance spirituelle du pays s'accroît ainsi au même rythme que sa force matérielle.

Tout le monde répétait il y a six mois : « Il faut que ça change ! »... et on s'aperçoit que déjà quelque chose est changé.

Nous n'assistons encore qu'au départ de cette rénovation nationale ; mais convenez qu'il était malaisé d'aller plus vite. Avant d'exploiter le terrain conquis, il fallait le conquérir par une pointe rapide. Avant d'aménager et de gérer notre entreprise il fallait en jeter les fondements dans tous les domaines à la fois.

Cette poussée de délivrance, il fallait l'exécuter au moment précis où la souveraineté populaire venait de s'exprimer avec tant de force, où chacun de nous s'en trouvait encore tout fraîchement imprégné. Pour insuffler ainsi une première bouffée de vie dans un organisme économique et social qui périssait d'asphyxie, il nous a fallu vaincre de vive force bien des crispations superficielles, bien des anxiétés instinctives.

Mais aujourd'hui l'oxygène a pénétré dans le corps ; le corps peut recommencer à vivre, à vivre normalement, à respirer normalement. »

C'est également le point de vue du radical Édouard Herriot. Ce dernier fut élu président de la Chambre des députés en juin 1936 ; de manière notable, il le restera jusqu'en juillet 1940, malgré les soubresauts significatifs de la vie politique française à la fin des années 1930.

C'est une figure parmi les plus importantes : il fut député, sénateur, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, ministre des Travaux publics, ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, ministre d'État sans portefeuille ; il sera après 1945 maire de Lyon et, de nouveau député, le président de l'Assemblée nationale.

Sa position en janvier 1937 résume parfaitement où est placé l'axe du régime.

« Un statut nouveau s'élabore. En face du droit de propriété, un droit du travail s'institue. Une telle politique apporte de nouveaux devoirs. Elle suppose l'activité accrue de la Nation. Les avantages concédés aux éléments les plus laborieux de notre peuple ne sauraient être durables que dans un pays calme et en pleine production. »

Les radicaux comptent bien profiter du Front populaire comme vecteur de la modernisation du capitalisme. C'en est fini du capitalisme sauvage, place à des structures encadrées à tous les niveaux, sous l'égide de l'État.

Léon Blum est l'outil de ce projet, au nom du fait que les socialistes ne peuvent pas appliquer leur propre programme, et doivent donc composer avec le capitalisme.

C'est là un doux rêve, mais les radicaux et Léon Blum ne sont pas les seuls à rêver. Du côté communiste, Maurice Thorez n'a pas voulu rompre ni au sujet du non-soutien à la République espagnole, ni au sujet de la dévaluation traître mise en place par Léon Blum.

Il espère à tout prix s'installer dans le paysage. D'où, à la Conférence nationale du Parti Communiste Français, qui se tient à la mairie de Montreuil en pleine « banlieue rouge », le mot d'ordre nouveau : « Une seule classe, un seul syndicat, un seul parti ».

Il s'agit de coller aux socialistes, de ne plus jamais perdre le fil qui unit avec le Front populaire : l'idée d'un Parti Communiste Français disposant d'une réelle autonomie passe aux oubliettes. Cela signifierait assumer une ligne insurrectionnelle, et cela le Parti Communiste Français ne voudra plus jamais en entendre parler.

Les rêves des uns et des autres affrontent toutefois un obstacle de taille : la question espagnole. La ligne de Léon Blum était simple : on prône la paix, on prône la non-intervention générale, ainsi la question est supprimée.

L'agitation communiste en faveur de l'Espagne a toutefois son effet, surtout avec la mise en place des Brigades Internationales à la fin de l'année 1936.

Léon Blum décide alors de donner des gages, et seuls les communistes se retrouvent à voter contre la loi du 15 janvier 1937 « autorisant le gouvernement à prendre toutes mesures utiles afin d'empêcher le départ de volontaires pour l'Espagne ». Cela se concrétisera par le décret du 21 janvier du Conseil des ministres.

Cela provoque une vraie cassure. *La Jeune Garde*, organe des Jeunesses socialistes de la Seine, dénonce cette décision et s'en moque de la manière suivante :

« A quand le projet de loi suivant : “Etant donné que le général Franco, brave serviteur du capitalisme franco-britannique en Espagne, est le seul susceptible de faire travailler le peuple espagnol pour les intérêts de MM. De Wendel, de Peyerhimoff, et d'empêcher la nationalisation d'entreprises françaises créées avec l'argent péniblement volés aux gogos français, le Gouvernement décide de reconnaître pour seul gouvernement légal celui du général Franco. Les socialistes, communistes et autres sans-patrie qui iraient s'enrôler dans les rangs des adversaires de Franco et de M. de Wendel seront déclarés traîtres et hors-la-loi.” »

Dans le camp adverse, cela ne suffit évidemment pas à calmer les ardeurs. Le Parti populaire français organise en janvier un grand meeting à Saint-Denis pour dénoncer le départ de volontaires en Espagne. Ils trouvent des renégats pour cette entreprise, avec un père exigeant le rapatriement de son fils qui aurait été saoulé pour le faire partir, un volontaire ancien secrétaire de cellule à Boulogne-Billancourt revenu et ayant changé de camp, un déserteur des milices antifascistes, un communiste blessé en Espagne.

Sous l'égide de Pierre Drieu La Rochelle, qui lui fera l'éloge de l'engagement dans les forces franquistes dans son roman *Gilles*, le meeting reflète l'angle d'attaque de l'extrême-droite. Dès février, le Parti populaire français continuera son œuvre sur ce thème, au Vel' d'Hiv'.

Quant au gouvernement de Léon Blum, il est coincé, puisqu'il fournit bien une aide matérielle, mais insuffisante et clandestine, notamment avec les avions républicains pouvant atterrir en France, sous des prétextes d'erreur de pilotage.

L'Espagne reste donc le symbole du grand affrontement entre fascisme et antifascisme. Le Front populaire pense l'avoir neutralisé ; le Parti Communiste Français comme son aile gauche prône d'aller plus loin. Et désormais le Parti populaire français se place pour chercher à relancer l'affrontement.

Le calme ne peut qu'être apparent seulement. Léon Blum reste donc confiant, malgré tout. Lors d'un meeting-banquet de 1800 personnes à la Bourse du travail dans le cadre d'une visite officielle à Lyon, Léon Blum peut dire qu'il est certain de la réussite de son projet.

Et son projet est, de manière ouverte, d'allier la bourgeoisie et le prolétariat, de suivre l'exemple de Roosevelt.

« La fête d'aujourd'hui est précisément le symbole de cette volonté d'union et d'action commune. Elle est la marque de la camaraderie ou de l'amitié qui unissent les divers éléments de la majorité gouvernementale.

Elle apporte la preuve éclatante et retentissante que, neuf mois après les élections, en dépit de tant de traverses difficiles, l'idée du Front Populaire est plus puissante et plus vivace que jamais.

Cette idée est née le 6 février 1934. Elle est sortie du danger dont une entreprise factieuse menaçait la République. Elle évolue aujourd'hui vers l'objet que, dans leurs discours inauguraux, les Présidents Jeanneney et Herriot définissaient en termes presque identiques : la consolidation et le développement de la démocratie politique, l'extension de la démocratie politique en démocratie sociale.

Tel est en effet le but du Rassemblement, et c'est pourquoi nul républicain n'a le droit de s'étonner, ou encore moins de s'offusquer, si les partis prolétariens et les organisations ouvrières y tiennent une si large place.

Hier, on n'aurait pas pu défendre ou préserver efficacement la République sans eux. On ne pourrait pas demain, sans leur confiance et leur collaboration, assurer la transformation amiable et paisible de la condition humaine à l'intérieur du cadre républicain et par le jeu des institutions démocratiques.

Voilà le fait essentiel qui trouve ici même sa pleine vérification : la permanence de « l'esprit Front Populaire ».

J'ai le droit d'en tirer une conséquence qu'à coup sûr vous ne jugerez pas trop présomptueuse. Un échec aurait provoqué, dans les masses profondes du pays, des déceptions d'autant plus lourdes et d'autant plus redoutables qu'un espoir plus ardent s'était attaché à la victoire électorale du printemps dernier. Si des déceptions n'apparaissent pas, si, au contraire, chaque sondage fait apparaître dans les masses populaires une réserve de confiance et une puissance d'enthousiasme intactes, c'est tout de même que nous avons un peu réussi.

L'expérience montre que des formations politiques comme celle que nous représentons au pouvoir sont exposées à une alternative de risques ; ou bien le détachement et la désaffection de la classe ouvrière, ou bien le rejet vers la réaction d'une fraction des classes moyennes et de la bourgeoisie.

La classe ouvrière se retire et se replie sur elle-même, quand l'œuvre de réforme ne s'assemble pas sous ses yeux avec assez de célérité et de hardiesse. Une fraction des classes moyennes et de la bourgeoisie s'alarme et cherche un recours du côté de la réaction politique, quand l'effort de progrès social se présente avec un caractère d'incohérence, de partialité ou de brutalité.

Toute œuvre humaine est approximative et je ne me flatte pas que nous ayons évité ce double danger avec une perfection totale.

Mais je constate cependant que l'ensemble des travailleurs et des petits producteurs reste attaché, plus étroitement, plus passionnément que jamais, à l'œuvre entreprise et qu'une portion croissante de la bourgeoisie et des classes possédantes commence à en comprendre le sens exact et à en apprécier l'intérêt pour la nation tout entière.

Au fond, nous avons prouvé — et quel que puisse être notre sort, la démonstration restera et vaudra — qu'un Gouvernement populaire pouvait être un Gouvernement national, un gouvernement de bien public. Nous avons prouvé qu'un Gouvernement démocratique, volontairement et loyalement enclos dans la légalité républicaine, pouvait être un Gouvernement de renouvellement social.

Car nous avons apporté une nouveauté, et une nouveauté dont la nation entière bénéficie. Un observateur impartial qui aurait quitté la France il y a huit ou dix mois et qui y reviendrait aujourd'hui aurait, je crois bien, les yeux frappés du changement.

La vie renaît, la nation recouvre peu à peu sa tension normale. Comme je le disais il y a quelques jours, la transfiguration morale est peut-être encore plus sensible que la transformation matérielle. Une autre humeur est venue ; la santé, la confiance, ou même la gaieté, circulent à nouveau.

Tout nous encourage donc à persévérer dans notre voie et c'est ce que nous ferons quand nous soumettrons au Parlement des réformes telles que le fonds national de chômage, l'assurance contre les calamités agricoles, la retraite des vieux travailleurs — énumération qui n'a rien de limitatif, croyez-le bien.

Notre ambition serait de pouvoir répéter un jour ce que disait Roosevelt, en termes d'une admirable noblesse, au départ de son second mandat présidentiel :

« Il y a un siècle et demi, un gouvernement fut établi dont la mission était de développer le bien-être général et d'assurer la liberté du peuple. Aujourd'hui, nous faisons appel au même pouvoir gouvernemental pour obtenir le même objectif... Les tâches que nous avons accomplies ont, en fait, exigé la participation active de la démocratie... Nous avons rendu l'exercice du pouvoir plus démocratique parce que nous avons réduit les puissances autocratiques privées à leur rôle, et que nous les avons placées sous le contrôle nécessaire du gouvernement du peuple... Nous sommes tenus, non seulement de suivre un chemin tracé selon de nouvelles méthodes de législation sociale, mais de construire, sur de vieilles fondations, un édifice plus durable à l'usage des générations futures... »

Je ne me dissimule pas à moi-même, et je n'ai jamais dissimulé à l'opinion, les difficultés que nous avons encore à vaincre.

L'économie française doit digérer et assimiler tout un ensemble de mesures importantes, tombant presque simultanément sur elle, et dont, dans des temps plus propices et plus calmes, nous aurions pu graduer plus longuement et plus lentement l'effet. La correspondance entre les cours intérieurs et les salaires, dont dépendent la préservation et l'accroissement de la capacité générale de consommation, est encore soumise à des tâtonnements laborieux. La situation financière sous ses différents aspects : budget, trésorerie, marché, n'a pas encore retrouvé les caractéristiques normales.

Je mentirais assurément, et mon mensonge ne tromperait d'ailleurs personne, si j'affirmais que tous les capitaux émigrés ont aujourd'hui réintégré la mère patrie, ou que la thésaurisation de l'or et des billets n'appartient plus qu'au domaine du passé.

En un sens la reprise économique si rapide et si intense, que personne n'ose plus maintenant dénier, vient encore ajouter, pour la période présente, à nos embarras financiers.

Alors qu'une masse insuffisante de capitaux a été reversée dans la circulation économique, le besoin de capitaux s'accroît, du fait même de la reprise, pour l'industrie et pour le commerce. On constate, pour la première fois depuis des années, des investissements nouveaux et des créations d'entreprises nouvelles ; des stocks se reconstituent, ce qui signifie que des dépôts, des crédits, du numéraire, se transforment temporairement en marchandises. Les importations de matières premières augmentent en quantité et leurs prix montent de jour en jour sur les grands marchés extérieurs.

Ces besoins privés viennent ainsi s'ajouter aux besoins publics dont vous connaissez les causes : déficits accumulés des budgets, programme d'armement, déficit des chemins de fer, dépenses ou avances exceptionnelles, d'ordre social ou d'ordre économique, que personne ne doit assurément regretter, puisque leur secours salutaire a précisément permis le démarrage.

Rien n'est donc plus naturel et nécessaire que les conseils de prudence donnés récemment par mes amis Vincent Auriol et Charles Spinasse à la masse des travailleurs publics ou privés, ou que les avertissements patriotiques, renouvelés par eux à l'adresse

des détenteurs de capitaux rétifs. Rien n'est plus naturel et plus nécessaire que le contrôle vigilant qui doit s'exercer sur le mouvement des prix.

Mais, dans l'ensemble, je conserve pour ma part une vue optimiste et vous me saurez peut-être gré de vous communiquer la raison de ma confiance résolue en l'avenir. Dans la plupart des pays qui ont modifié leur parité monétaire et rétabli l'équilibre entre leurs prix intérieurs et les prix dits « mondiaux », l'effet de stimulation initial s'est exercé sur la situation financière et sur ses multiples éléments tels que je les désignais tout à l'heure ; encaisse métallique, aisance du marché, hausse des titres, baisse du taux de l'intérêt, etc... C'est dans une seconde phase, et par contre-coup, que l'amélioration de l'état financier s'est répercutée sur l'état économique.

Je suis convaincu qu'en France, — et pour ma part je ne le regrette qu'à demi — nous assisterons à un processus inverse. L'amélioration de la situation économique est dès à présent un fait acquis, et nous la verrons dans une phase seconde, dans une phase prochaine, se répercuter sur l'ensemble de la situation financière.

Quand l'évidence aura triomphé, quand on aura vu s'accroître, de semaine en semaine, les excédents de dépôts des caisses d'épargne et les recettes des chemins de fer, quand on aura vu s'accroître, de mois en mois, les plus-values de recouvrement d'impôts et s'élever les indices de l'activité productrice, alors les capitaux sortiront de leurs cachettes ou reviendront de leur exil, alors le budget se rapprochera progressivement d'un équilibre réel, alors le trésor retrouvera sur un marché ranimé ou auprès d'une épargne reconstituée sa capacité naturelle d'emprunt à court ou à long terme. »

## **La catastrophe de mars 1937 à Clichy**

Le 21 février 1937, Léon Blum est de passage à Nantes. Il reprend la ligne de son satisfecit :

« La France, depuis cinq ans, traversait une grave crise sur laquelle s'étaient penchés les docteurs qui, comme les médecins de Molière, disaient que pour guérir le malade, il fallait le saigner, le purger et bien d'autres choses encore. Le pays n'a pas voulu plus longtemps de tels remèdes.

Ce sont les hommes du 6 février qui, par leur assaut armé contre les forces républicaines, ont créé le Rassemblement populaire. C'est le peuple lui-même qui a voulu le Front populaire. Voilà comment nous sommes parvenus au pouvoir et comment nous y resterons. Même s'ils revenaient au pouvoir, nos adversaires oseraient-ils pratiquer la politique condamnée par le pays ? Il faut qu'on sache que l'ordre établi en France est sain. »

Toutefois, début mars 1937, la tension est redevenue palpable. Tout le monde est à cran : la bourgeoisie qui a dû céder du terrain, l'extrême-droite qui voit qu'elle peut recommencer à provoquer brutalement, les travailleurs qui ont perdu une partie significative de leur pouvoir d'achat.

Marcel Déat, le socialiste traître devenu « néo-socialiste » par opportunisme pro-gouvernement (en général) et qui s'aligne toujours plus sur le fascisme, constate alors :

« Pendant quelques mois, l'optimisme gouvernemental put s'en donner à cœur joie et

l'on ne cessa d'expliquer à l'opinion que désormais les bases de notre économie étaient redevenues saines, que la trésorerie était pourvue, que le budget allait être équilibré, que le franc était à jamais stabilisé. Aux alentours du 5 mars 1937, tout cela s'effondra soudain. »

Tous les opposants au Front populaire pensent que le tournant est passé, que désormais c'est une question de temps avant que le gouvernement ne tombe. Le radical Jean Fernand-Laurent, qui est résolument tourné vers la droite dans sa variante nationaliste, formule ainsi sa pensée à l'Assemblée nationale :

« La reprise ? Une duperie. Le nombre de faillites diminuées ? C'est que la loi rend impossible l'exécution des débiteurs. Le nombre des wagons chargés augmente ? Cela témoigne simplement de l'importance de nos importations. Le nombre de chômeurs paraît avoir diminué de 70 000, mais nous avons 70 000 hommes de plus sous les drapeaux. Et si la production sidérurgique s'accroît, c'est à cause de l'effort pour la Défense nationale. La seule reprise incontestable sous le gouvernement du Front populaire, c'est celle des marchands de canon. »

Pour faire simple : tous les opposants au Front populaire accuse celui-ci d'être incompetent en économie, de mener des réformes aventuristes, et de précipiter le pays à la guerre. Le Parti Communiste Français, en particulier, est dénoncé comme une force de décomposition du pays – ce à quoi celui-ci répond par une ligne encore plus patriotique pour se dédouaner.

Le gouvernement est obligé de reculer sur toutes les lignes. Il permet le commerce de l'or, il se refuse de prendre de nouveaux crédits pour ses projets sauf en ce qui concerne un emprunt pour la Défense nationale. Autrement dit, c'est le tournant de la rigueur, et le retour au laisser-faire pour la finance.

Il s'agit d'essayer de convaincre la bourgeoisie de relancer la machine économique, elle qui a fait en sorte qu'autour du quart de son argent dans les banques françaises soit désormais en dollars, en livres sterling, en francs suisses, en florins.

Et c'est au moment de ces reculs que se produit le drame de Clichy, en banlieue parisienne. Les ex-Croix de feu, désormais Parti social français, avaient décidé d'y tenir une réunion, le 16 mars 1937, au cinéma Olympia. Le thème choisi est *La Bataille*, d'un roman de Claude Farrère, un auteur orientaliste et militariste extrêmement prolixe et très célèbre dans l'entre-deux guerres. Lui-même membre des Croix de feu, il avait écrit *La Bataille* en 1909 ; le roman traite de la bataille navale russo-japonaise de Tsushima en 1905.

L'initiative est bien entendu une provocation ; tant le maire socialiste Charles Auffray que le député communiste Maurice Honel ont demandé l'annulation de la réunion. Celle-ci rassemble 300 personnes, mais il y a 7 000 opposants, qui tentent de prendre le lieu d'assaut. La police intervient, faisant 5 morts (Émile Mahé, Arthur Lepers, René Chrétien, Marcel Cerrutti et Victor Mangemann) et 200 blessés.

Le ministre de l'Intérieur Marx Dormoy se rend sur place, et au moment où il arrive le directeur du chef du cabinet du gouvernement, André Blumel, se prend deux balles. Léon Blum se précipite pour le voir à l'hôpital en revenant de l'opéra, alors que des fusillades éclatent pendant plusieurs heures à Clichy, jusqu'à l'hôtel de ville où les manifestants se sont barricadés. Parallèlement, des scènes similaires se déroulent à Asnières, non loin.

La tension est énorme à Clichy, l'agitation intense dans la banlieue rouge. Une expression politique se retrouve dans *La Jeune Garde*, organe des Jeunesses socialistes de la Seine, qui tire à boulets rouges sur le gouvernement dans son numéro spécial :

« Huit milliards pour l'emprunt - Cinq morts à Clichy - L'argent de la bourgeoisie se paie avec le sang des ouvriers. »

La sanction tombe rapidement : l'auteur de ce titre, Lucien Weitz, est exclu, tout comme 21 membres dirigeants des Jeunesses socialistes de la Seine, par le Comité national mixte, au lendemain de la Conférence nationale des Jeunesses socialistes à Creil fin mars 1937. Quant à la Fédération de la Seine des Jeunesses socialistes, elle est dissoute.

Que faire, par contre, du côté de Léon Blum et du Parti Communiste Français ? Le premier reçoit chez lui Maurice Thorez et Jacques Duclos, et il est décidé de maintenir l'unité. Les manifestations sont interdites, sauf celles du Front populaire à Clichy et au Magic City à Paris. Léon Jouhaux, le dirigeant de la CGT, est sur la même longueur d'ondes.

Le Parti Communiste Français attribue la situation à l'extrême-droite, appelant en même temps à prolonger l'effort pour une police républicaine :

« Mardi soir, 16 mars, à Clichy, se tenait une réunion du Parti Social Français. Des travailleurs ont été tués, d'autres ont été blessés, alors qu'ils manifestaient contre cette provocation de guerre civile. Des chefs de la police, où les fascistes bénéficient de complicités certaines, ont fait tirer sur les contremainifestants « qui avaient répondu à l'appel du comité local du Front populaire ».

Cinq morts, plus d'une centaine de blessés : tel est le bilan des événements tragiques de Clichy dont les hommes du 6 février portent l'écrasante responsabilité.

Le Parti communiste n'a cessé de dénoncer les agissements du colonel-comte de La Rocque et de Doriot qui provoquent à la lutte entre Français et veulent créer une atmosphère de guerre civile dans le pays. En provoquant les travailleurs, les chefs fascistes visent à compromettre l'œuvre sociale du Front populaire, à empêcher que les légitimes revendications du peuple soient satisfaites.

Derrière les auteurs de troubles aux mains rouges du sang des travailleurs, il, y a les trusts, les puissances d'argent qui organisent la vie chère, refusent le rajustement des salaires, traitements, pensions, ne veulent pas que les vieux travailleurs bénéficient d'une retraite bien gagnée pas plus qu'ils ne veulent faire droit aux justes revendications des commerçants et des paysans de France.

A bas la guerre civile ! que cherchent les factieux. Il faut en finir avec ces groupements de désordre ; il faut en finir avec les chefs de la police qui favorisent leurs menées. Il faut faire passer le souffle républicain dans les cadres de la police et de l'administration. Les responsables du sang versé à Clichy doivent être frappés. Le peuple de France veut l'ordre et la tranquillité, il veut vivre en paix dans le travail et le respect de l'ordre républicain.

Afin de mettre hors d'état de nuire ceux qui veulent troubler l'ordre en France pour



favoriser les desseins d'asservissement de notre pays que poursuit le fascisme international, nous demandons, en application du «programme du Front populaire» :

Le désarmement et la dissolution des Ligues factieuses camouflées en partis ;

L'épuration des cadres de la police et de l'administration. Peuple de France, en présence de cette nouvelle attaque de tes ennemis, c'est de ton union que dépend la sauvegarde de l'ordre et de la liberté.

Vive l'unité d'action de tous les partisans de la liberté et de la paix, radicaux, démocrates, syndiqués, socialistes, communistes ! Vive l'union de la Nation Française contre les fascistes fauteurs de troubles et contre leurs complices !

Le Parti communiste français. »

L'appel pour le cortège funéraire est du même esprit. 300 000 personnes sont présentes à Clichy. Voici l'appel communiste.

« Peuple de Paris !

Tu vas, cet après-midi, en un émouvant cortège, accompagner à leur dernière demeure les morts de Clichy : Émile Mahé, Arthur Lepers, René Chrétien, Marcel Cerrutti et Victor Mangemann, dont les noms sont venus s'ajouter à la liste de tous ceux qui sont tombés pour la cause de la liberté et de la paix.

Toi, peuple de Paris, à l'âme si sensible, toi que guide un noble idéal de liberté, de justice sociale et de paix, tu seras une fois de plus fidèle à ton glorieux passé en faisant de grandioses funérailles à tes morts dont les familles sont entourées par toi d'une affectueuse solidarité.

Toi, peuple de Paris, qui, en février 1934, arrêtas par ton élan généreux l'assaut du fascisme assassin et qui te dressas frémissant contre toutes les entreprises de tyrannie et de violence, tu signifieras par l'ampleur de ta manifestation aux fauteurs de troubles et aux chercheurs d'aventures, que tu ne veux pas du fascisme, que tu veux la dissolution des ligues de guerre civile dont les agissements criminels sont à l'origine des événements tragiques de Clichy.

Les hommes du fascisme voudraient rayer d'un trait de plume toutes les conquêtes sociales du Front populaire.

Ils voudraient aussi, foulant aux pieds les plus nobles sentiments filiaux, empêcher que les vieux travailleurs de France ne soient pas laissés à l'abandon ; ils voudraient empêcher qu'une retraite bien gagnée soit accordée aux vieux de la ville et des champs.

Ils voudraient diviser le Front populaire pour ramener notre pays aux jours les plus sombres de la réaction.

Toi, peuple de Paris, tu ne veux pas cela !

Tu veux vivre dans l'ordre, dans la paix et la liberté par ton travail. Tu veux que soient

mis hors d'état de nuire ceux dont l'intérêt est d'empêcher le relèvement économique du pays.

Tu veux qu'en dissolvant les ligues, Paris retrouve le calme et puisse recevoir dignement les étrangers qui se préparent à visiter l'Exposition.

Tu veux qu'on en finisse avec les provocations d'un La Rocque qui menace de fomenter des troubles et fait appel à la guerre civile. Tu veux qu'on en finisse avec un Doriot complice de La Rocque et agent de l'hitlérisme en France.

Tu veux que ces fauteurs de désordre ne puissent pas trouver de concours dans les rouages de l'administration de l'Etat et de la haute police, dont tu réclames l'épuration.

Tu veux que le fascisme assassin ne puisse plus jamais faire couler le sang de tes enfants.

Peuple de Paris !

En masse cet après-midi derrière les cercueils des cinq martyrs de Clichy pour honorer leur mémoire et signifier avec force que la France restera libre.

Le Parti communiste français. »

Le Parti Communiste Français apporte également son soutien à l'Assemblée nationale : le gouvernement y demande la confiance. Il l'obtient par 362 voix contre 215. La première catastrophe est passée.

## **L'Exposition internationale des arts et techniques dans la vie moderne**

En avril 1937, le Front populaire vient de passer une épreuve terrible avec la fusillade de Clichy. La contradiction entre la prétention pro-ouvrière du gouvernement et la réalité de l'appareil d'État a sauté aux yeux.

Et les grèves se multiplient, ce qui reflète la défiance par rapport au gouvernement. 4000 ouvriers du bâtiment de Nantes sont en grève pendant plus de deux mois, et finissent par envahir les bureaux de la présidence du Syndicat des entrepreneurs. Le président est roué de coups, ses vêtements déchirés, sa voiture démolie et incendié, avant que n'interviennent pas moins de 22 pelotons de gardes mobiles.

Un million de travailleurs défilent le premier mai 1937, avec la CGT comme moteur, alors qu'une semaine après, les cérémonies pour Jeanne d'Arc sont verrouillées, le gouvernement empêchant les défilés et ne tolérant des délégations que de 150 personnes au maximum.

Heureusement pour le gouvernement se tient une *Exposition internationale des arts et techniques dans la vie moderne*. C'est une exposition mondiale à Paris au Trocadéro, relevant d'un projet qui est antérieur au Front populaire de plusieurs années.

Cependant c'est un dispositif extrêmement important pour lui. C'est, si l'on veut, une expression

idéologique, une tentative de formuler une ligne générale dans tous les domaines. On ne peut pas le comprendre si on ne voit pas que c'est une mise en place d'un nouveau régime dont on parle ici, à l'instar de la République espagnole ou du Mexique, ou encore de la Tchécoslovaquie au même moment. C'est la quête d'un « style ».

En février 1937, les syndicats du bâtiment y sont en grève, et organisent un meeting ; on lisait sur la banderole :

« L'ouverture de l'exposition le 1er mai est une bataille des ouvriers et du Front populaire contre le fascisme. Nous la gagnerons. »

Signe de l'esprit critique, on lit un peu plus loin :

« Le 15 % tout de suite. A bas la non intervention. Vive l'Espagne républicaine. »

Léon Blum vint lui-même, en compagnie de Léon Jouhaux, le dirigeant de la CGT, et de Marcel Gitton du Parti Communiste Français. Tous viennent demander à ce que le travail soit repris. C'est que c'est une question de prestige pour le Front populaire. Initialement, le Conseil municipal de Paris avait la main sur les travaux, mais cela traînait terriblement en longueur, on craignait alors le fiasco.

Depuis les règlements financiers de juillet 1935, c'est l'État qui assure les risques et il y a les moyens de prendre les choses en main. En ce sens, Léon Blum a nommé comme délégué général de la Présidence du conseil à l'Exposition Jean Locquin, député SFIO et historien d'art. Il faut donc que l'exposition soit prête à temps.

Marcel Gitton supplie donc les grévistes :

« Les ennemis du Front populaire désirent l'échec de l'Exposition. Les ouvriers voudront qu'elle soit un succès sans précédent. »

Léon Jouhaux est dans le même ton :

« Il faut que toutes les concessions soient faites, que tous les sacrifices soient faits. »

Et Léon Blum d'expliquer :

« L'Exposition sera le triomphe de la classe ouvrière, du Front populaire et de la liberté ; elle démontrera que le régime de la liberté est supérieur à la dictature (...). Il faut que l'Exposition réussisse. Ni le retard ni encore moins l'échec ! La bonne renommée du Front populaire est en jeu. Et, maintenant, je vous le dis franchement : le travail du samedi et du dimanche est nécessaire. »

Mais les charpentiers et cimentiers refusent de travailler le week-end, et ils veulent le doublement de leur salaire. La grève continue et quelques jours plus tard ont lieu trois meetings, à Japy, au Vél' d'Hiv' et à Huyghens. La CGT prend de facto le contrôle des travailleurs et l'exposition devient un bastion. En avril, à l'entrée principale, on trouve un immense drapeau français. Le bleu est siglé des trois flèches du Parti socialiste-SFIO, le blanc contient un bonnet phrygien, le rouge est marqué d'une faucille et d'un marteau.

Ce sont les pompiers qui viennent l'enlever discrètement la nuit, sous escorte policière. Quelques jours après, ce sont les cars de police qui circulent sur les chantiers pour procéder à enlever les « emblèmes séditieux ». Et en mai, l'installation électrique du pavillon des vins de France est saccagée : la société qui l'avait mise en place avait des travailleurs liés à la CFTC catholique.

L'Exposition et ses travailleurs français en permanence sur la brèche syndicale est alors devenu pour la bourgeoisie le symbole même de l'agitation de la CGT et de sa tentative de main-mise sur l'organisation du travail en général.

Néanmoins, l'Exposition finit par s'ouvrir, inaugurée le 24 mai 1937 par le président de la République. Il est accompagné par Léon Blum en tant que chef du gouvernement ; si les pavillons nationaux sont terminés, il a fallu parfois recouvrir de bâches certains endroits.

On notera néanmoins l'ampleur de l'initiative qu'est l'Exposition alors, preuve en est de nombreux restes de celle-ci à Paris, notamment le palais de Tokyo, le palais de Chaillot et le palais d'Iéna.

Et ce fut un succès de son ouverture jusqu'au 25 novembre 1937, avec 31 millions de visiteurs. Pourtant, elle n'est pas passée à la postérité, elle a flotté comme en dehors de son époque, telle la France s'imaginant pouvoir s'en sortir par un chemin totalement différent, social et moderne (à l'instar au même moment de la Tchécoslovaquie « moderniste » de Tomáš Masaryk).

Une seule chose en est restée, de par sa symbolique si puissante : le pavillon soviétique qui se tient face au pavillon nazi. Ce dernier, réalisé par Albert Speer, met en avant à une hauteur d'une cinquantaine de mètres un aigle allemand tenant une croix gammée dans ses serres. Deux sculptures sont à l'entrée, typiques de l'esthétique nazie : la « Camaraderie » et la « Famille », réalisée par Josef Thorak, le sculpteur nazi par excellence.

Le pavillon soviétique qui lui fait face est surmonté par *L'Ouvrier et la Kolkhoziennne*, une sculpture de 24 mètres de hauteur réalisée par Vera Moukhina, dans l'esprit réaliste socialiste, avec sur le bâtiment une frise sculptée représentant les 11 nationalités soviétiques sur la base d'œuvres de Iossif Tchaïkov. L'opposition est totale.

On notera également que la peinture *Guernica* de Picasso consiste en une commande de la République espagnole pour l'Exposition ; de 3,5 mètres de hauteur et de 7,8 mètres de largeur, c'était une œuvre « moderne » typique dans son sens de l'abstraction et elle ne reçut fort justement que des critiques lors de son exposition. Notons également qu'une citation de Don Quichotte se trouvait à l'entrée du pavillon espagnol : « On doit exposer sa vie pour sa liberté ».

Voici la liste des pays présents : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Danemark, Égypte, Espagne, Estonie, Lettonie et Lituanie, États-Unis, Finlande (dont le pavillon en bois d'Alvar Aalto frappa les esprits), Grande-Bretagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Irak, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Roumanie, Siam, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Terre d'Israël en Palestine, Union Sud-Africaine, URSS, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

Ce sera prétexte à Maurice Chevalier pour chanter une chanson, « La p'tite dame de l'expo », où il raconte comment il tente de « draguer » une femme « exotique » dans différents pavillons. C'est un

mélange de stupidité, de simplification, d'amusement populaire assez exemplaire de l'époque.

Ces 45 pays ont leurs pavillons sur un site couvrant le Trocadéro, le Champ-de-Mars, ainsi que les quais de Seine entre les Ponts de l'Alma et de Passy.

Et comme le thème est la vie moderne, on a aussi des pavillons par thématique : aéronautique, aluminium, amiante, architecture privée, arts féminins, bâtiment, Beaux-Arts, Beaux-Arts de l'Algérie, bijouterie, de l'Orfèvrerie-Coutellerie et des Laques, bois, bois Exotiques et coloniaux, caoutchouc, chemins de fer, cinéma avec photographie et phonographe, couleurs et vernis, électricité (avec un immense panneau de Raoul Dufy : *La Fée Électricité*), élégance, enseignement, femme avec l'enfant et la famille, froid, gaz, hygiène, jouets, luminaire, manufactures de Sèvres, marine marchande, maroquinerie, matières plastiques, métaux, mobiliers et ensembles mobiliers, presse, publicité, radio, solidarité nationale, tabacs, technique de l'Alimentation, thermalisme, temps nouveaux, tourisme, Travaux Publics, vins de France, vitrail, yachting à Voile.

On notera que la CGT dispose de son pavillon en tant que pavillon du travail, où les trois lettres du syndicat sont présentes en grand. C'est un long bâtiment de 75 mètres, pour 22 mètres de large, sur la rive gauche de la Seine, et en son cœur il a trois paliers formant le Grand Hall de la Paix, débouchant sur une statue représentant la Paix.

Léon Jouhaux définit de la manière suivante la présence de la CGT :

« En participant officiellement à l'Exposition internationale des Arts et Techniques, la Confédération Générale du Travail renoue une sorte de tradition. Il faut, en effet, se souvenir du grand intérêt qu'ont manifesté les associations ouvrières du passé.

Ces ancêtres de nos syndicats modernes pour les premières expositions internationales vers le milieu du siècle dernier. Cet intérêt que portaient alors les travailleurs aux manifestations de ce genre résultait directement de l'esprit qu'entretenait le compagnonnage, glorification du métier, culte du beau et bon travail.

Toute la noblesse, toute la fierté du travail manuel s'inscrivaient dans ces principes, dont les premières associations ouvrières faisaient leur loi morale. Certes, un tel sentiment a pu paraître s'estomper, s'atténuer chez les ouvriers ; aux époques où leurs revendications les plus élémentaires furent durement contestées par le capitalisme d'usine, quand l'âpreté même des luttes qu'ils avaient à soutenir les accaparait entièrement.

Mais aujourd'hui, après la décisive reconnaissance des droits du Travail qui place notre pays à la tête du mouvement universel vers le progrès social, il est bien compréhensible que ce sentiment se trouve restitué en nous, dans toute sa force.

Cette loi morale est toujours la nôtre, elle est celle de l'organisation syndicale.

Glorifier le travail, c'est donner son sens le plus élevé à la vie des travailleurs. Et c'est bien la signification réelle et profonde de la participation de la C.G.T. à l'Exposition de 1937. »

De nombreuses entreprises ont également leur pavillon : Bata, Byrrh, Cafés du Brésil, Cinzano, Hachette, Larousse, Lefèvre-Utile, Lever, Liebig, Nestlé, Pernod, Philips, Saint-Gobain, Service

d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes, etc.

Les régions françaises sont également à l'honneur, avec le découpage suivant : Alsace, Basque – Béarnais - de la Bigorre, Bourgogne - Franche Comté - Pays de l'Ain, Bretagne, Champagne, Corse, Côte d'Azur, Dauphiné, Flandre-Artois, Forez-Vivarais, Guyenne et Gascogne, Île-de-France, Languedoc Méditerranéen, Limousin - de la Marche - du Quercy et du Périgord, Lorraine, Lyonnais, Massif Central, Nivernais-Berry, Normandie, Picardie, Poitou – Angoumois – Aunis – Saintonge, Provence, Pyrénées-Orientales, Roussillon, Savoie et Haute-Savoie, Vallée Moyenne de la Loire.

La France en profita pour mettre en valeur ses colonies, avec les pavillons suivants : Afrique Équatoriale Française, Afrique Occidentale Française, Algérie, Cameroun, Commissariat Général de la France d'outre-mer et Section de la Synthèse, États du Levant sous mandat Français, Guadeloupe, Guyane, Inde Française, Indochine, Madagascar, Maroc, Martinique, Réunion, Tunisie.

On notera également le club alpin français, diverses attractions... mais également un centre rural, Voici comment l'écrivain français Léon-Paul Fargue raconte dans le *Figaro Littéraire*, en septembre 1937, son passage dans cette zone artificielle où l'on trouve un village avec son bar-tabac, une mairie, une maison de l'agriculture, une auberge...

« Rien ne contient pourtant autant de charme et de piment que la visite au Centre rural.

Certes, l'exotisme surprend, l'orientalisme décroche les rêves suspendus, les tirs de barrage de feu bleu ou zinzolin flattent l'imagination, les mélanges de publicité et de technicité déconcertent la matière grise avant de la disposer au lyrisme, enfin, tous les boomerangs de couleurs et de gaz, toutes les fusées de soie et de pluie bombardent de vitamines frénétiques le cœur des badauds.

Mais le vrai flâneur, et avant tout le flâneur français, n'éprouve de satisfaction sérieuse, quasi rassurante, et douce comme une caresse, et limpide comme une parole affectueuse, qu'au Centre rural.

C'est une toute petite chose que ce musée des conditions de vie, égaré parmi des puzzles de géographie, et cependant c'est une preuve de réalité. On se sent là chez soi, près de soi-même, dans l'atmosphère du village natal. »

Naturellement, l'auteur de ces lignes est né à Paris, a passé sa scolarité à Paris, fait partie de la société parisienne et de tout son milieu intellectuel, etc.

## **Léon Blum remplacé par Camille Chautemps au gouvernement**

*L'Exposition internationale des arts et techniques dans la vie moderne* a été très critiquée par les opposants au Front populaire ; elle n'en a pas moins été un succès, et cela a permis au gouvernement de temporiser.

Le premier mai 1937 a été un immense succès également : le Parti Communiste Français parle d'un million de personnes venues manifester rien qu'à Paris.

Il semble pourtant clair à la bourgeoisie moderniste que le redressement tant attendu n'a pas

fonctionné. Édouard Daladier, le chef du Parti radical et le vice-président du Conseil des ministres, constate ainsi en juin 1937 :

« Toutes les nations ont largement dépassé les niveaux de prospérité qu'elles avaient atteints dans l'heureuse année 1929. La France est la dernière. Elle ferme la marche de ce cortège.

De même, tandis que la production mondiale excède en moyenne la production d'avant-guerre, l'accélération est presque nulle en France. On constate dans plusieurs de nos industries de notables diminutions de rendement.

Ajoutons à ces faits incontestables l'important déficit de la balance commerciale, la cherté, bien plus préoccupante encore, de l'argent, l'absence de toute création d'affaires nouvelles, la restriction des échanges alors que l'économie moderne ne peut vivre que du mouvement.

Que dire enfin de l'inquiétude des classes moyennes qui supportent, souvent sans compensation, tout le poids des lois sociales ? »

Au moment de ce constat retentit le scandale des banques. Le 15 juin 1937, Léon Blum demanda à l'Assemblée nationale les pleins pouvoirs financiers. Immédiatement, les banques firent en sorte, entre le 15 et le 18 juin, de vendre 400 millions de bons du trésor. Le ministre des Finances put tout suivre par l'intermédiaire des écoutes téléphoniques et télégraphiques mises en place.

Et si les députés votèrent par 346 voix contre 247 en faveur de la demande de Léon Blum, le Sénat refusa par 168 voix 96, notamment en raison du rejet des radicaux.

Le radical Joseph Caillaux, président de la Commission des finances du Sénat, fut le principal opposant, dénonçant les 22 milliards de francs de déficit de l'année et la mise en place éventuelle d'un nouvel impôt d'entre 2 et 5 milliards pour l'année. On notera que Joseph Caillaux avait lui-même été à de nombreuses reprises ministre des Finances et la gauche lui avait refusé une même demande en 1926.

Léon Blum est alors échec et mat et donne sa démission le 21 juin 1937, refusant d'appeler au soulèvement des masses d'une part, et empêché de provoquer de nouvelles élections sous la pression des radicaux.

C'est Camille Chautemps qui le remplace immédiatement, dès le 22 juin 1937, avec un « gouvernement de rassemblement républicain ». Ici, on tombe des nues. Camille Chautemps est un radical, c'est un membre éminent des institutions.

Il a été maire de Tours, il a été député (d'Indre-et-Loire, puis du Loir-et-Cher), il est sénateur (Loir-et-Cher). Il a été cinq fois ministre de l'Intérieur (dont deux fois pour quelques jours seulement), il a été ministre de la Justice (pour un mois seulement), il a été ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts, il a été ministre des Travaux Publics. Il a été ministre d'État dans le gouvernement de Léon Blum. Et il a été deux fois président du Conseil déjà (une fois pour quatre jours, une fois pour deux mois).

On est donc dans une configuration où tout redevient comme avant le Front populaire. Il y a également l'ombre de l'affaire Stavisky, Camille Chautemps étant parfois présenté comme le grand

protecteur de cet immense escroc.

En tout cas, donc, Camille Chautemps est comme chez lui, et le Sénat lui accorde les pleins pouvoirs jusqu'au 30 août 1937, par 167 voix contre 82. Il procède à une nouvelle dévaluation (de 26%), les impôts sur le revenu augmentent. Les prix du tabac, des PTT et des chemins de fer augmentent également.

C'est qu'officiellement, les caisses sont vides. Et s'il y a besoin de 26 milliards (dont quasiment 10 de remboursement des emprunts de 1934 à 4,5 %, à quoi s'ajoute un emprunt britannique), le gouvernement estime qu'il ne pourra en obtenir que 20 sur le marché.

On a donc un gouvernement de sévère austérité, avec un recul marqué du niveau de vie. Mais de quel gouvernement parle-t-on ? Car il ne diffère guère du précédent pour la composition.

Il y a d'ailleurs un trouble dès le départ. Jean-Baptiste Lebas, ministre des PTT. du gouvernement démissionnaire, dénonce de son côté le Sénat comme seul responsable, lors d'une fête des Jeunesses socialistes à Roubaix. Il dit :

« Puisque le Sénat a voulu mettre un obstacle aux réalisations que nous voulions poursuivre, c'est contre lui que la lutte doit être dirigée, car nous ne comptons pas seulement conserver ce que nous avons fait, nous voulons faire plus et mieux.

Le Sénat va avoir contre lui toutes les masses ouvrières et paysannes de France. Le Sénat a voulu la lutte, il l'aura. Nous saurons abattre tous ceux qui entravent nos réalisations et, disons le mot, notre révolution sociale. »

Sauf que Jean-Baptiste Lebas était également ministre des PTT du nouveau gouvernement et il devra faire profil bas !

## **Les socialistes et les communistes face au Front populaire de Camille Chautemps**

Les cortèges parisiens du 14 juillet 1937, où défilent plusieurs centaines de milliers de personnes (100 000 à Lyon, 100 000 à Marseille), débouchent sur une scène place de la Nation à Paris où les participants au Front populaire tiennent des discours d'unité.

Camille Chautemps n'est pas présent, par souci de s'éloigner, mais le message qu'il fait lire salue « l'œuvre immense et généreuse du gouvernement Blum ». C'est la continuité, mais sous l'égide des radicaux cette fois, et ceux-ci exigent la fin de l'agitation dans le pays.

Notons également que le matin du 14 juillet avait vu un défilé militaire d'une ampleur toute nouvelle, avec des chars d'assaut et des avions, dont un termina dans la Seine en plein Paris, plusieurs autres connaissant des déboires similaires au moment de rentrer.

C'est une continuité, mais en même temps un basculement. Officiellement, le Front populaire continue. Mais quel est le bilan ? Que faut-il faire ?

Dans la pratique, le constat est facile à comprendre : Léon Blum n'a rien osé. Jean-Pierre Maxence, un intellectuel d'extrême-droite, critique de manière très réaliste les prétentions du gouvernement



de Léon Blum qui a lamentablement échoué. Léon Blum a reculé sur tous les plans et les acquis réalisés ont pour beaucoup perdu leur valeur matérielle.

« Ce qu'on a nommé avec indulgence l'expérience Blum est surtout une absence d'expérience.

Plus qu'il n'a mené une action, M. Blum a, pendant douze mois, suivi une pente. C'est la pente qu'avait suivie la social-démocratie allemande.

On s'est fait élire sur le slogan des deux cents familles et les dites deux cents familles sont à peu près les seules qui soient sorties indemnes de l'affaire.

On en a même renfloué quelques-unes en difficulté en nationalisant leurs entreprises déficitaires.

On a même aidé les plus importantes à réaliser, grâce aux dévaluations soudaines, des coups de bourse magnifiques, pourvu qu'elles fussent averties à temps par leurs accointances dans les milieux gouvernementaux.

La pente Léon Blum a été la pente de la facilité, de toutes les facilités. »

Mais personne n'ose affirmer réellement cela à gauche, pour de multiples raisons. Déjà, parce que les seuls à le faire, ce sont les quelques agitateurs trotskistes marginalisés et épaulés par Marceau Pivert à l'intérieur du Parti socialiste-SFIO. Leur discours est maximaliste et hors sol, typique de l'ultra-gauche. Ils ont été opposés au Front populaire comme unité socialiste-communiste, ils veulent la « révolution permanente ». Personne à gauche n'a envie de leur ressembler.

Le Parti Communiste Français pourrait mener la critique, de manière constructive, mais il est amorphe en raison de la ligne « nationale » imposée par Maurice Thorez, qui paralyse toute critique du Front populaire et toute dénonciation des radicaux. Il va d'ailleurs le payer extrêmement cher par la suite.

Léon Blum peut donc se targuer de toutes les qualités, comme au congrès du Parti socialiste-SFIO à Marseille, début juillet 1937, encore et toujours avec une auto-satisfaction dégoulinante.

« Somme toute, le Parti est encore sous le coup d'une suite d'événements qui se sont précipités pendant une dizaine de jours, événements que certainement il comprend, mais qu'un très grand nombre de nos militants n'acceptent pas, se refusent, si je peux dire, à admettre au fond d'eux-mêmes.

Et vis-à-vis de ceux d'entre nous qui en portent la responsabilité principale, je sens très bien que l'amitié du Parti n'est pas diminuée, bien au contraire.

Jamais nous n'en avons reçu, mes camarades et moi, de témoignages plus touchants, mais il semble parfois que ce qu'on nous témoigne, ce soit plutôt de la solidarité personnelle, de l'affection et une confiance née en partie de l'habitude plutôt qu'une conviction tirée de l'examen critique des événements actuels (...).

Le gouvernement de Front populaire à direction socialiste a fait en France la première épreuve de la direction socialiste au pouvoir. Cette expérience vient de s'achever, cette

première expérience vient de s'achever après treize mois d'existence, et quels mois !

Des mois où chaque semaine nous a semblé longue, je vous prie de le croire !

Où sont venus l'un après l'autre, des mois durant, les jours sans répit et les nuits sans sommeil ; où il semble que par on ne sait quelle malice, par quelle conjuration maligne du sort, toutes les épreuves, toutes les difficultés, quelles qu'elles soient, celles qu'on pouvait prévoir et celles qu'on ne pouvait même pas prévoir, se sont accumulées, et accumulées dans le même instant.

Des mois où, chaque fois qu'on entendait la sonnerie du téléphone, on le décrochait en se demandant : « Qu'est-ce qu'il y a encore ? ».

Eh bien, cette épreuve est terminée ! Et je demande si dans ce Congrès il y aura une voix – je dis une voix ! - pour porter contre elle une condamnation ?  
(Applaudissements) (...).

Est-ce qu'il faut le répéter une fois de plus, après que tous – personne ne l'a fait avec plus de netteté et plus de force que Paul Faure – est-ce qu'il faut répéter une fois de plus que nous n'étions pas un gouvernement socialiste, gouvernant sur le programme socialiste ? (...) Je ne crois pas pécher par un excès de présomption vis-à-vis de moi-même et vis-à-vis de l'oeuvre que nous avons accomplie, ensemble, mes amis du gouvernement et moi. L'autocritique, je peux dire que personne ne l'a exercée sur lui-même plus sévèrement que moi.

Et cependant, je n'avoue pas l'échec, non ! Nous n'avons pas échoué ! (Acclamations. La salle, debout, applaudit.) Non, nous ne sommes pas un parti vaincu, un parti mené à la défaite par les fautes de ses chefs !

Est-ce que vous avez, les uns et les autres, le sentiment d'être ici les représentants d'un parti vaincu ? Non ! (Très vifs applaudissements) (...)

[Le dirigeant de l'aile gauche des socialistes] Zyromski arrivait chez moi [le 20 juin 1937 pour empêcher la démission de Léon Blum] porteur d'une motion votée à l'unanimité par le Congrès fédéral de la Seine [le bastion de l'aile gauche et promoteur de l'unité avec les communistes dès février 1934], qui s'était réuni ce même dimanche et il me disait : « La résistance ! La résistance en faisant appel aux masses, la résistance en appelant le pays à l'action ! La résistance dont le gouvernement prendra la tête. La résistance par un acte semblable à celui qu'ensemble, au nom du Parti, avec quelques amis, nous avons accompli le 12 février 1934 et qui a sauvé dans ce pays la République. »

La différence, entre le 12 février et le 20 juin, c'est que le 12 février – et cela était une grande part de notre force – nous représentions la légalité républicaine, contre les entreprises factieuses. (Applaudissements.)

Et le 20 juin, que la loi soit bien ou mal faite, nous n'aurions pas représenté la légalité constitutionnelle. Nous pouvions à coup sûr persévérer dans une lutte légale contre le Sénat (...).

Et pendant ce temps-là, nous avons la certitude, comme les événements l'ont prouvé, qu'on se servirait – et avec quelque facilité, avec quelle facilité ! - de l'arme atroce, de l'arme envenimée de cette panique financière et monétaire, dont nos adversaires se servent contre nous, dussent-ils pour nous atteindre, passer au travers du corps. (Quelques applaudissements.).

Si nous engageons une telle lutte, il fallait, vous le sentiez bien, la conduire jusqu'à son terme et la conduire victorieusement. Et alors il fallait y aller, il fallait commencer la bataille, il fallait lutter jusqu'à la victoire.

Dans cette lutte, est-ce que tout le Front populaire nous aurait suivis ? Est-ce que, cette lutte, nous pouvions la mener sans demander et sans obtenir le concours actif des organisations ouvrières ? Dans quel état jetions-nous le pays ? (...)

Considérant l'état intérieur du pays, son état psychologique, considérant le danger extérieur, nous avons dit : non, nous n'avons pas le droit de faire cela, nous n'en avons pas le droit, vis-à-vis de notre Parti, nous n'en avons pas le droit vis-à-vis de notre pays. (Applaudissements vifs.) »

L'autosatisfaction de Léon Blum et des socialistes est hallucinée et témoigne d'une croyance absolue en la spécificité française, en sa stabilité, en sa nature fondamentalement « bonne ». Néanmoins, cela n'ira pas sans heurts.

La ligne de Léon Blum ne l'emportera que par 2949 voix contre 2439 ; le Congrès socialiste a été tendu, on en est venu aux mains.

Voici justement la position critique de Jean Zyromski, le dirigeant de la Bataille socialiste, l'aile gauche du Parti socialiste-SFIO, qui a joué un rôle clef dans la mise en place du Front populaire en se tournant vers le Parti Communiste Français depuis son propre bastion, la Fédération socialiste de la Seine (c'est-à-dire de la région parisienne).

Pour Jean Zyromski, il faut reconnaître que la chute du gouvernement de Léon Blum est une défaite, et que des ministres socialistes soient présents dans le gouvernement qui suit, avec à sa tête le radical Camille Chautemps, n'y change rien.

Seulement voilà, si Jean Zyromski sait ce qu'il n'aurait pas fallu faire, il ne sait pas pour autant quoi faire. Il faut attendre le bon moment, et considérer le gouvernement de Camille Chautemps comme une simple transition, une période passagère avant la véritable lancée. C'est volontariste, mais les masses sont pour beaucoup déboussolées : l'ambiance est devenue morose, tendue, agressive.

« Camarades, je viens à cette tribune avec le sentiment très net de la gravité de la situation pour notre parti.

Je viens ici au nom de tous mes amis de la Bataille socialiste, mandaté par eux, pour expliquer devant le congrès le sens de notre motion et la manière dont nous entendons résoudre la crise qui s'est ouverte dans le Parti, depuis le 20 juin, crise qui a secoué tout le Parti, qui le secoue encore, et qui doit être dénouée comme nous le pensons, si on ne veut pas qu'il aille à la pire des aventures et à la pire des catastrophes (...).

D'abord fait que je crois incontestable, et incontesté : le gouvernement de M.

Chautemps [qui suit celui de Léon Blum] n'est pas et ne peut pas être un vrai gouvernement de Front populaire. (Applaudissements.) Il ne l'est pas en raison de sa constitution même, en raison de sa composition même. Regardons la réalité en face, si dure soit-elle : il est le résultat d'une défaite que le Parti a subie en présence de l'offensive conjuguée du Sénat et de l'oligarchie financière (Applaudissements.)

Le 20 juin, pour nous, n'est pas une journée de victoire, c'est une journée de défaite, c'est un recul incontestable du Front populaire et le fait que le gouvernement Chautemps a succédé à un gouvernement de Front populaire à direction socialiste, le fait que le gouvernement Chautemps n'est pas à l'image du Front populaire, le fait que le gouvernement de M. Chautemps est, passez-moi l'expression, un « ersatz » et un mauvais « ersatz » du Front populaire, doit nous penser à prendre un certain nombre de déterminations pour faire cesser une situation qui est insupportable et qui ne correspond pas à ce qu'est, en réalité, le Front populaire. (Applaudissements.)

Je vais maintenant rappeler un peu le passé, non pas pour me complaire dans des critiques du passé mais pour en tirer des leçons pour l'avenir.

Camarades, nous ne voulions pas de cela, nous ne l'avons pas voulu, nous avons voulu autre chose et nous avons dit ce que nous voulions. Le 20 juin, au lieu de s'en aller devant le vote du Sénat, c'était le moment de contrebalancer l'action du Sénat et des oligarchies financières, par le recours à ce qui est votre véritable force, l'action de la classe ouvrière (Applaudissements.)

Nous l'avons dit, nous ne sommes pas contents de le dire. Nous sommes allés trouver notre camarade Blum avec un appel unanime de la Fédération de la Seine, réunie dans son Congrès. Nous avons dit : « Nous comptons sur vous, nous comptons sur le gouvernement, à l'heure actuelle ; ce n'est pas simplement un parti d'opposition qui, à certains moments, doit entraîner des masses populaires, c'est à vous, comme le 12 février 1934, avec notre appui, qu'il convient d'entraîner les masses ouvrières et paysannes, de ce pays, à l'action contre le Sénat et contre les oligarchies financières. » (Applaudissements.)

C'était, je crois, cela la vérité. C'était, je crois, cela le devoir. C'était, je crois, cela la véritable direction. Je considère qu'une erreur d'optique extrêmement grave a été commise et maintenant que l'on ne vienne pas dire : « Mais la Confédération Générale du Travail ne marchait pas, mais le Parti communiste ne marchait pas. »

Non, vous n'avez pas le droit de dire cela ! Vous n'avez pas le droit d'employer cet argument, car – et vous l'avez d'ailleurs très loyalement dit et répété dans votre discours de Bordeaux – vous avez dit qu'il vous apparaissait – et j'emploie l'expression la plus modérée – comme contre-indiqué en raison de la situation intérieure et de la situation extérieure, d'une mise en mouvement des masses ouvrières et paysannes.

C'était votre droit de penser ainsi, vous estimiez contre-indiqué, à ce moment-là, surtout pour la politique internationale, la mise en mouvement de ces masses ouvrières et paysannes, comme le Parti l'avait fait sous voter égide, le 12 février 1934. Vous ne l'avez pas fait et l'erreur d'optique a entraîné l'erreur d'aiguillage (Applaudissements.)

Déjà, mauvaise bifurcation. Ce n'est plus la pause que nous avons acceptée dans

certaines circonstances et sous certaines conditions. C'était déjà la bifurcation.

Et quarante-huit heures plus tard, le Conseil national du Parti malgré notre opposition tenace et passionnée, acceptait alors la participation socialiste au gouvernement de M. Chautemps.

La décision du Conseil national entourait cette participation d'un grand nombre de conditions et de garanties. Mais comme il arrive toujours dans ces sortes d'opérations, le soir même de la décision du Conseil national, elle était déjà violée, la décision de la majorité du Conseil national ! (Applaudissements).

Elle n'était pas simplement violée par la présence de M. Queuille au ministère des Travaux publics. Cela c'est après tout, très peu de choses.

Mais elle a été violée par, ce qui est beaucoup plus grave, la présence et l'arrivée providentielle et miraculeuse de M. Georges Bonnet qui revenait de Washington et des Etats-Unis pour nous apporter les trésors de sa politique financière ! (Applaudissements.)

Nous n'avons pas marché, nous ne marchons pas et nous ne marcherons pas pour cela ! (Applaudissements.)

Le gouvernement de M. Chautemps n'est pas seulement un véritable gouvernement de Front populaire, en raison de sa constitution même. Ce n'est pas non plus ce que nous appelons un gouvernement de Front populaire en raison de son programme.

On nous a dit, on nous a proposé, au Conseil national : « Il ne s'agit pas de savoir combien il y a de ministres socialistes, où ils sont, s'ils sont à la présidence ou non. Il s'agit de savoir quel est le programme du Front populaire ».

Oh ! mais, camarades, la réponse est venue ! Elle est venue très clairement, très brutalement. Les premières réponses, car il y en aura d'autres, qui seront encore beaucoup plus claires et beaucoup plus brutales. (Quelques applaudissements.)

Nous avons les décrets-lois de M. Bonnet, et alors véritablement si mon ami Auriol est dans la salle, je veux lui dire qu'hier j'ai reçu un véritable coup de massue ! J'ai été stupéfait et j'ai été épouvanté ! (Très bien ! Applaudissements)... lorsque Vincent Auriol avec... (Manifestations dans les tribunes.)

Le Président. Allons ! Vous n'êtes pas chargés de faire la police, camarades, taisez-vous ! Continue Zyromski. (Bruit dans la salle) Si tous les commissaires se mettent à parler, on est foutu !

Zyromski. Lorsque, avec une loyauté vraiment excessive, en se piquant d'honneur, notre camarade Vincent Auriol se considérait comme mandaté ici pour défendre et justifier les projets de M. Georges Bonnet, je pensais véritablement que ce n'était ni notre rôle, ni peut-être sa place car enfin dire que les projets de M. Georges Bonnet sont des projets qui ne heurtent pas la démocratie, alors cela voudrait dire que tout ce que Vincent Auriol et Léon Blum ont enseigné au Parti, depuis des dizaines d'années, tout cela était complètement faux et complètement démenti par les événements ? (Applaudissements.)

Voyons, camarades ! Mais enfin je me rappelle toute la bataille que nous avons menée contre la superfiscalité Poincaré ; dieu sait si nous avons mené la bataille sous la conduite de Léon Blum contre la superfiscalité Poincaré !

Mais vous savez la superfiscalité Georges Bonnet c'est encore bien autre chose !

Et je veux me rappeler que ce qui constitue des originalités du Front populaire, ce qui fait sa force dans notre pays, c'est que justement ce n'est pas simplement une combinaison électorale et parlementaire mais c'est une sorte de jonction, de conjonction du prolétariat et des classes ouvrières, et dans notre pays de petite paysannerie, d'artisanerie, ces catégories sociales intermédiaires continuent à jouer un rôle au point de vue social important.

Eh bien, vous savez, en ce qui concerne les classes moyennes, elles sont servies avec M. Georges Bonnet (Applaudissements.)

Que ce soient les dispositions relatives à l'impôt direct sur le revenu.

Que ce soient les dispositions sur l'augmentation des taxes ferroviaires et des tarifs postaux et des droits de douanes ; que ce soit tout cet ensemble de dispositions, elles sont très bien servies !

Et lorsqu'on vient nous dire que les majorations ne portent pas sur les denrées de première nécessité, sur les denrées de consommation, alors véritablement, moi, je ne comprends plus rien du tout ! Les denrées de consommation, elles sont transportées soit par chemin de fer, soit par camions !

Et lorsque vous frappez les tarifs marchandises, d'une augmentation de tarif de 18 %, eh bien, je pense qu'elles auront une répercussion sur le prix de toutes les denrées de première nécessité !

Je ne veux pas me livrer à ce jeu trop facile de dépiautage, de critique par détail de tous les impôts nouveaux et de toutes les taxes de M. Georges Bonnet, mais je veux dire que cela va à l'encontre de tout le programme, de tout l'esprit non seulement du Front populaire, mais de tout ce que le Parti a dit en matière économique, en matière fiscale, en matière sociale (Applaudissements.)

Je sais très bien que Vincent Auriol dans ses projets avait prévu quelques aggravations et quelques ajustements de taxes. Nous n'en étions pas extrêmement satisfaits, d'ailleurs, mais au moins il y avait des contre-parties.

Ces contre-parties, je n'en retrouve aucune, notamment, il y avait un point qui m'avait personnellement beaucoup séduit : il y avait cette obligation pour les compagnies d'assurance de réinvestir 25 % des réserves mathématiques dans les fonds d'Etat (Applaudissements.)

Ça n'y est plus. Mais ce n'est pas étonnant, la politique financière du Front populaire ou du front populaire « ersatz » de M. Chautemps, elle est confiée aux représentants de la Banque Lazare et de l'oligarchie bancaire ! (Vifs applaudissements.)

Non ! Nous sommes des militants, mais nous ne sommes pas encore tout à fait des imbéciles (Applaudissements.)

Alors, camarades, après vous avoir démontré – et je crois que c’est un certain nombre d’idées incontestables – que le gouvernement de M. Chautemps n’est pas un vrai gouvernement de Front populaire, que c’est un ersatz, que le gouvernement de M. Chautemps ne peut pas appliquer le programme de Front populaire, que dès son début et dès ses origines, il va à l’encontre de toutes les directions de ce programme, vous ayant dit que nous ne voulons pas de cela, que nous ne l’avons pas voulu, que nous aurions voulu, pour éviter cela, que l’on fasse appel à l’action socialiste, à l’action ouvrière, c’est-à-dire à l’action de masse, faisant pression sur les pouvoirs publics et le pouvoir parlementaire, je viens vous demander de ne pas vous installer dans le fait accompli. Oh ! je sais, la valeur et la force du fait accompli ! Mais enfin le rôle du Parti n’est pas d’accepter les faits accomplis. Le capitalisme aussi est un fait, et je suppose que le Parti ne s’est jamais installé dans le régime capitaliste (Applaudissements.)

Je vous demande, étant donné les dangers de cet engrenage, que vous sentez tous, qu’au moins aujourd’hui le Parti, dans sa souveraineté, le Parti, émanation de ses congrès fédéraux, le Parti, émanation de toutes se fédérations, dise : Nous n’acceptons pas cela !

Mais non seulement nous n’acceptons pas, mais nous allons travailler à ce que dans le plus bref délai possible, la République française ait de nouveau un véritable gouvernement de Front populaire ! (Applaudissements.)

Voilà l’objectif, voilà la ligne directrice, voilà le but à atteindre dans le plus bref délai. Le gouvernement Chautemps ne peut être qu’une combinaison absolument transitoire et le devoir du Parti est d’entraîner et d’animer le Front populaire pour déterminer dans ce pays le climat social favorable au retrait de ce ministère qui n’est pas l’émanation des forces populaires de France (Applaudissements.)

Et ici – et je ne veux éviter aucune difficulté, pas plus avec les camarades de l’ex-gauche révolutionnaire qu’avec les camarades de la majorité de la CAP – nous sommes tous d’accord pour dire que si nous ne voulons pas fixer un jour J et une heure H pour la disparition du ministère Chautemps, nous sommes tous d’accord pour dire que le devoir du Parti est dès maintenant de travailler de toutes ses forces, par la mobilisation des masses populaires, à créer une situation telle qu’il ne puisse pas rester au pouvoir ! (Applaudissements.)

Gueret. Est-ce que les ministres doivent se retirer, Zyromski ? Voilà la question !

Zyromski. Je viens de te répondre ! Nous n’avons pas ici à fixer le jour J et l’heure H pour le retrait du ministère !

Lebas. Ah ! Si, si !

Zyromski. Nous avons ici à fixer...

Lebas. Nous poserons la question !

Zyromski. Je n’en doute pas que vous la poserez ! Mais moi, je vous donne la réponse et

laissez-moi vous donner ma réponse : Je dis que nous n'avons – te je répète, et nous ne démordons pas de cette position – nous n'avons pas à fixer le jour J et l'heure H pour le retrait des ministres socialistes.

Nous avons à fixer et à déterminer la ligne politique du Parti, l'objectif du Parti qui doit être de réunir dans le plus bref délai possible, dans la mise en mouvement des masses populaires, les conditions sociales pour que le ministère Chautemps soit forcé de se retirer devant ce mouvement... (Applaudissements) comme les capitalistes savent très bien créer un climat favorable quand il s'est agi d'un gouvernement à direction socialiste.

Voilà notre proposition. Vous pouvez la critiquer vous pouvez ne pas la partager, elle est claire, et je dirai maintenant sans aucune gêne, à mes amis de la Gauche révolutionnaire, que je suis convaincu en prenant cette position, d'être pleinement fidèle à l'esprit de toutes nos motions qui basent toute l'action du socialisme sur le mouvement constant et permanent des masses ouvrières et paysannes et nous préférons, pour notre part, de beaucoup que le gouvernement Chautemps se retire globalement devant la pression du mouvement des masses populaires, qu'à la suite des incidents de la vie parlementaire.

Voilà notre position et voilà notre conception.

Je voudrais maintenant terminer cette intervention en déclarant que le futur gouvernement de Front populaire devra être à l'image du Front populaire, c'est-à-dire à direction socialiste, avec la participation du Parti communiste qui maintenant a réparé sa lourde faute de refus de participation (Applaudissements.)

Ce gouvernement devra également comporter la collaboration permanente et active de la grande force syndicale unifiée, de la classe ouvrière française, la Confédération Générale du Travail. (Applaudissements.)

Voilà comment je vois le futur gouvernement de Front populaire et je n'exclus aucun des éléments bourgeois, aucune des éléments démocrates qui veulent accepter loyalement cette formation et cette constitution.

Ce nouveau gouvernement ainsi constitué, ce nouveau gouvernement reprenant intégralement le programme du Front populaire, ne devra pas oublier ce que le premier gouvernement de Front populaire a, malgré tout, un peu trop oublié : qu'il ne suffit pas d'avoir une majorité parlementaire cohérente et fidèle pour mener une politique de Front populaire.

Il faut se souvenir que le Front populaire, ce n'est ni le cartel électoral des gauches, ni la participation ministérielle ; ce n'est aucune de ces formes d'action périmées d'autrefois, que nous avons combattues, que nous avons eu raison de combattre.

Le Front populaire est avant tout un mouvement de masse, surgi de la profondeur du pays républicain, démocrate et prolétarien, et plus les résistances augmentent, plus les obstacles sont accumulés, plus il est indispensable de les conjuguer et de coordonner la force de l'action parlementaire, la force de l'action gouvernementale, avec la force d'un mouvement des masses populaires dans le pays ! (Applaudissements.)



J'ai le sentiment, j'ai la conviction que depuis déjà plusieurs semaines, cette conception était absente du premier gouvernement de Front populaire à direction socialiste : avant le conseil national du 16 avril que nous avons tenu dans la mairie de Puteaux – permettez-moi de la vous le rappeler- je me rappelle avoir écrit dans la « Vie du Parti » que le soutien actif des masses populaires était à la fois la raison d'être et la condition d'un succès d'un gouvernement de Front populaire.

Quelques semaines après, parce que l'on a oublié cette notion et que vous êtes enfermés dans le cadre parlementaire, dans le cadre strictement constitutionnel, vous n'avez pas cru devoir faire appel à ces forces profondes et à ces réserves actives du pays, qui sont la raison d'être et la garantie du succès du mouvement prolétarien et démocratique ; vous avez déterminé un échec redoutable du Front populaire.

Et maintenant, il faut réparer cet échec, mais il faut le réparer dans des conditions beaucoup plus difficiles et dans des conditions beaucoup plus délicates. Non, je ne veux pas attendre !

Non je ne veux pas m'installer dans le gouvernement Chautemps !

Il y a des hommes qui y sont délégués, soit ! Ils sont dans un tunnel, il faut sortir du tunnel le plus vite possible. (Applaudissements.)

Le devoir du Parti est dire clairement la route à suivre, la voie à tracer, la ligne qu'il faut développer. Réunir en utilisant toutes les occasions – et M. Georges Bonnet nous fournit toutes les occasions avec un générosité toute américaine – (applaudissements.) Il faut utiliser toutes les occasions pour déterminer un mouvement qui portera le vrai gouvernement de Front populaire.

Quelques voix. Ce soir ?

Zyromski. Vous allez me dire : « Mais vous brisez le Front populaire ». Non, camarades, je sauve encore le véritable Front populaire dans le pays ! (Applaudissements.)

Je suis convaincu que je sauve véritablement le Front populaire dans le pays, mouvement de masses que vous désillusionnez, que vous acculez aux déceptions ! (Quelques applaudissements.)

Voilà ce que j'ai la sensation de faire aujourd'hui ; le seul moyen de conserver et de garantir le Front populaire est de prendre cette attitude.

Attitude courageuse, attitude difficile ; c'est le cas de rappeler le mot de Léon Blum : « tout est difficile. » Il faut, voyez-vous, au plus vite réparer les erreurs. Il faut au plus vite réparer les dégâts.

Je suis convaincu que si sous une forme quelconque, même en pimentant de quelques conditions et de quelques garanties supplémentaires, votre motion, vous disiez que vous acceptiez le fait accompli, quitte à demain, dans une échéance lointaine, faire autre chose...cela ne suffit pas !

Nous ne voulons pas d'échéances lointaines et vagues !

Nous voulons les échéances rapprochées par la claire compréhension du Parti, de son devoir et de tout son devoir ; c'est ce que nous demanderons au Parti de proclamer avec la conviction que nous servons véritablement notre Parti, que nous devons lui épargner les erreurs, les défaillances, les abandons d'autres partis, avec la volonté de préparer, de conquérir, l'avenir socialiste ! (Très vifs applaudissements.) »

## **Le gouvernement de Camille Chautemps**

La dévaluation et les hausses des impôts ont donné immédiatement le ton du gouvernement de Camille Chautemps. L'un des exemples marquants de sa ligne, pourtant censée relever du Front populaire, est sa position sur les conventions collectives.

Celles-ci, lorsqu'elles devaient se terminer d'ici la fin de l'année, sont gelées pour six mois par la loi du 18 juillet 1937. La CGT proteste vigoureusement, le gouvernement tente de temporiser et d'obtenir de nouvelles négociations. Néanmoins, la Confédération générale du patronat français, reconnue comme représentant officiel des organisations patronales par le Conseil national économique en janvier 1937, refuse.

Cette même CGPF est issue de la Confédération générale de la production française qui a signé les accords de Matignon : elle a été considérée comme discréditée chez les patrons et il a fallu la remplacer par une nouvelle structure. Son président est Claude-Joseph Gignoux, un intellectuel passé au service du milieu des affaires, un anticommuniste fanatique, auteur justement en 1937 d'un ouvrage intitulé « Patrons, soyez des patrons ! ».

Camille Chautemps s'appuie, dans les faits, surtout sur Georges Bonnet, l'ambassadeur aux États-Unis appelé en catastrophe pour devenir ministre des Finances. C'est un radical, de l'aile droite des radicaux : il est resté à l'écart du Front populaire ; avec le gouvernement de Camille Chautemps, c'est lui qui prend les décisions les plus rudes en tant que ministre des Finances.

Il y a l'économiste libéral Jacques Rueff, qui s'occupe du Trésor, et Jean Jardel, directeur du budget. Il y a le haut fonctionnaire Pierre-Eugène Fournier, nommé gouverneur de la Banque de France. Il avait justement établi un rapport sur le réseau ferré français, indiquant ses faiblesses, et c'est au titre de son poste à la Banque de France qu'il prend la tête de la Société nationale des chemins de fer français (SNCF) mis en place le 31 août 1937 par un décret-loi.

L'État ne possède pas tout le capital, mais 51 % des parts (achetés à peu près pour 700 millions de francs payables en 45 annuités) ; *grosso modo*, les dirigeants des anciennes sociétés centralisées restent en place.

C'est avec cette équipe que le gouvernement de Camille Chautemps tente de stopper l'inflation. Il n'a pas d'autres choix ici en juillet 1937 que de geler les prix en prenant comme règle ceux du 28 juin 1937. Sont également mis en place des commissions départementales du coût de la vie contrôlées par une Commission supérieure.

C'est dans ce contexte de gouvernement à la base précaire que, le 11 septembre 1937, deux explosions se produisent non loin de la place de l'Étoile à Paris. Sont visés par de puissants explosifs les sièges de la Confédération générale du patronat français et l'Union des industries métallurgiques de la région parisienne. Le premier bâtiment, de quatre étages, est largement éventré, avec un nuage de poussières de cent mètres de hauteur. Deux policiers furent même ensevelis par les décombres.

La presse de droite se déchaîne immédiatement sur le Front populaire, mais très vite il est compris que c'est une provocation, qu'a mise en place la Cagoule, surnom donné par la presse à l'Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale. C'est une structure armée mise en place en 1934 par des dissidents de l'Action française, menant divers provocations anticommunistes, commettant plusieurs meurtres, se procurant des poisons et des stocks très importants d'armes en liaison avec l'Italie fasciste et l'Espagne franquiste.

La Cagoule tente alors le tout pour le tout, cherchant à manipuler l'armée pour parer à un pseudo coup d'État communiste dans la nuit du 15 au 16 novembre 1937. L'armée ne suit pas, mais on s'aperçoit que l'Élysée devait être pris par la Cagoule par ce coup monté. La répression s'abat immédiatement sur elle, avec l'arrestation de 120 membres, des découvertes de planques, de dépôt d'armes et d'explosifs, de différents plans des points névralgiques tels les ministères et de faux papiers pour s'y introduire, également de plans des égouts afin de les utiliser pour l'opération, etc.

Le ministre de l'Intérieur qui a mené l'opération, Marx Dormoy, sera victime d'un attentat d'anciens de la Cagoule en 1941, alors qu'il avait été mis en résidence surveillée par le régime de Pétain.

## **La chute du gouvernement de Camille Chautemps**

À la fin de l'année 1937, l'économie ne s'est guère relevée et c'est en catastrophe que le gouvernement obtient un vote favorable en faveur du budget de l'année suivante, le 31 décembre 1937.

C'est alors la fuite en avant, dans un climat social est cependant pesant, terriblement pesant. Le départ de Léon Blum n'a nullement aidé à ralentir la reprise des conflits sociaux, avec grèves et occupations, et une vraie tension. Les travailleurs sont crispés et les frictions avec les non-grévistes sont nombreuses, parfois violentes.

Camille Chautemps publie en ce sens une déclaration révélatrice, même si la recrudescence quantitative des grèves ne change en rien la dimension toujours plus sombre, tourmentée des grèves.

« Au cours des dernières semaines, les conflits du travail ont repris avec une intensité qu'ils n'avaient pas connue depuis longtemps.

La situation spéciale qu'ils créent est dangereuse pour la prospérité et la sécurité de la France, il est impossible qu'elle se prolonge. Le gouvernement ne saurait l'admettre.

Les organisations syndicales, patronales et ouvrières s'en rejettent mutuellement la responsabilité. « Refus de respecter les arbitrages et les libertés syndicales », dit-on d'un côté. « Agitation systématique et violation des lois » dit-on de l'autre.

« Ce qui est en tout cas certain, c'est qu'il faut absolument obtenir le rétablissement de la paix sociale ».

Après le redressement financier, le gouvernement entend travailler au redressement économique et à l'ordre social.

Il adresse un appel aux représentants des patrons comme à ceux des ouvriers pour qu'ils acceptent de se rencontrer à nouveau sous son égide, qu'ils concluent de nouveaux

accords et qu'ils prennent l'engagement formel de les respecter désormais.

Le gouvernement donnera au code de paix sociale ainsi établi la sanction de la loi en le soumettant à l'approbation du Parlement.

Il faudra ensuite que tous les citoyens, quelles que soient l'idéologie ou la classe sociale dont ils se réclament, s'inclinent devant la souveraineté de la loi. Pour aboutir à ce résultat nécessaire, le gouvernement n'hésitera pas à engager toute sa responsabilité. »

Et Camille Chautemps de prendre une posture très agressive lors de la rentrée de l'Assemblée nationale après les fêtes de fin d'année :

« Avant les vacances, la situation financière ne laissait aucune inquiétude. Or, depuis quelques jours, une tension grave se manifeste sur le marché des changes. D'autres causes sont entrées en jeu : la recrudescence des agitations sociales. Je n'admets pas la révolte des services publics contre le Nation. »

Tous les députés applaudissent sauf les communistes et une partie des socialistes, et Camille Chautemps de continuer :

« Si certains hommes persistaient à troubler la paix civile dont le pays a besoin par des menées mystérieuses, la force de la loi s'abattra sur eux.

Il est manifeste que nous sommes en présence d'une maladie morale de l'opinion. C'est l'absence de foi dans les destinées de la Patrie qui est à la base de tous les malaises. Je ne peux continuer à gouverner si je n'ai pas le sentiment d'être en accord avec ceux auxquels je dois mon existence. Je demande une loyauté réciproque. C'est devant le pays que je pose la question de confiance. »

Albert Sérol, le président du groupe socialiste, fut estomaqué et répondit de la manière suivante :

« Nous comprenons votre émotion devant les manœuvres spéculatives, mais nous ne comprenons pas bien ce que vous attendez de nous. Jamais nous ne vous avons refusé notre concours.

Nous sommes même prêts à nous imposer quelques disciplines supplémentaires. Mais quoi de plus ? Vous ne pouvez pas nous demander l'asservissement ? »

Le député communiste Arthur Ramette vint épauler la réaction socialiste, en rappelant que le Front populaire devait rehausser les salaires des fonctionnaires et des ouvriers, fournir une retraite aux personnes âgées, accorder des allocations familiales aux agriculteurs, faire passer les postiers aux 40 heures, faire en sorte que les chômeurs aient droit à une meilleure allocation. Et il conclut en disant :

« Nous votons encore pour le Cabinet, mais c'est bien seulement pour ne pas briser le Rassemblement populaire. »

Il faut avoir en tête qu'Arthur Ramette a parlé en étant sûr de son droit ; c'est un colosse d'un mètre quatre-vingt-dix et de cent kilos, un ancien boxeur et il parle au nom du Parti Communiste Français. Camille Chautemps lui répond alors tout doucement, mais d'une manière telle que c'est considéré

comme le moment-clef mettant un terme au Front populaire :

« J'ai quelques mots à dire.

C'est le moment où je fais appel à l'entente et à la discipline de tous que M. Ramette choisit pour la philippique [discours enflammé et amer contre quelqu'un, le terme venant de la Grèce antique, lorsque l'athénien Démosthène dénonça le roi de Macédoine Philippe II, qui effectivement soumit Athènes et Sparte, c'est le père d'Alexandre le Grand] que vous venez d'entendre.

C'est le moment où je signale la gravité de la situation monétaire qu'il choisit pour réclamer l'exécution d'un programme qui engagerait des sommes énormes. M. Ramette est parfaitement en droit de réclamer sa liberté. Je la lui rends bien volontiers. »

C'est la stupeur et la panique. Le désordre est total, et dans la panique, les socialistes décident de retirer leurs ministres. Camille Chautemps démissionne alors dans la foulée, le 14 janvier 1938.

Dans ce contexte, le président de la République Albert Lebrun propose à Georges Bonnet de former un nouveau gouvernement, avec comme principe de se débarrasser des communistes et de se tourner vers la droite modérée.

Le Parti socialiste-SFIO refuse le principe et Albert Lebrun refuse la demande de Georges Bonnet de le nommer et de provoquer des élections dans la foulée.

Léon Blum tente alors de former un nouveau gouvernement, en s'appuyant sur le radical Édouard Herriot, plusieurs fois déjà président du Conseil, pour ouvrir depuis le Parti Communiste Français jusqu'à des radicaux de droite, tel Paul Reynaud. Le refus de ce dernier met toutefois un terme à la tentative et Léon Blum dira à ce sujet :

« J'ai essayé de mettre sur pied une combinaison que j'avais qualifiée d'audacieuse. Il faut croire qu'elle l'était, car elle n'a pas réussi. Je juge inutile de m'obstiner plus longtemps. »

Camille Chautemps, démissionnaire, redevient alors le président du Conseil, le 18 janvier 1938. Cette fois, les 26 ministres sont tous des radicaux : les socialistes refusent, en effet, de le suivre et de participer au gouvernement.

Pour autant, et c'est le paradoxe apparent alors, Camille Chautemps maintient la fiction d'être dans la continuité du Front populaire. Il affirme ainsi :

« Le Rassemblement populaire est sorti de l'instinct du peuple de France pour la conservation d'un régime qui semblait menacé. Il est un fait populaire qui dépasse de beaucoup le simple accord des groupes. C'est pourquoi je demeure fidèle à un programme qui répond aux aspirations du pays. »

C'est clairement ridicule. Et pourtant, tant le Parti Communiste Français que le Parti socialiste-SFIO vont non seulement être d'accord, mais maintenir la ligne d'un Front populaire aux commandes de la France, d'un Front populaire ayant réussi à maintenir son unité.

Comment cela a-t-il été possible ? Pour une raison très simple : Camille Chautemps, s'il représente

le capitalisme, combat pour une version modernisée. S'il combat les communistes et la CGT, il est pour des rapports hyperactifs, ce qu'il appelle la « collaboration de classe » en mars 1938, lors d'un débat au Sénat.

Il cite alors la Suède comme modèle, pays où on ne retrouve pas :

« comme chez nous, la résistance obstinée d'une fraction de la bourgeoisie qui est aveugle et vieillie. »

C'est la base de la dynamique des radicaux alors. La demande des pleins pouvoirs afin de mettre en place « un assainissement financier et économique » va par contre trop loin, et Camille Chautemps démissionne le 10 mars 1938, voyant que les socialistes et les communistes n'allaient pas le suivre jusque-là.

La tentative des radicaux de gouverner seuls n'aura duré que quelques semaines. Léon Blum, qui vient pourtant de perdre sa femme Thérèse, tente alors de revenir au premier plan, avec l'accord du président Albert Lebrun.

## **L'échec immédiat du second gouvernement de Léon Blum d'union nationale**

Pourquoi Léon Blum tente-t-il de reformer un gouvernement, alors que les radicaux ont clairement commencé à s'éloigner du Front populaire et pratiquent une hostilité toujours plus frontale envers les communistes ?

C'est qu'au même moment, l'Allemagne nazie procède à l'annexion de l'Autriche. Les socialistes s'empressent alors de se présenter comme les seuls à même de relever le pays et de relancer l'armement ; ils insistent donc sur leur capacité à gouverner.

Les communistes, eux, appartiennent à l'Internationale Communiste et quoi qu'ils voudraient faire, ils sont obligés de s'aligner résolument vers la question de la guerre et du soutien à l'Espagne républicaine.

C'est là la véritable cassure interne au Front populaire, ce qui n'a nullement été vu alors (ni même après et jusqu'ici).

L'interprétation de la situation a imposé la fracture – pour les socialistes, le capitalisme peut être organisé et la guerre est évitable, alors que pour les communistes (si ce n'est français du moins dans l'Internationale Communiste), la guerre de repartage du monde est inévitable.

Voici donc l'argument que Léon Blum fournit aux socialistes :

« Le moment est venu de lancer un appel à tous les Français, à tous à l'exception de ceux qui s'excluent eux-mêmes en conspirant contre les institutions de la République. Ce n'est pas l'union sacrée, comme il y a vingt ans, l'union pour faire la guerre, mais l'union nationale pour empêcher la guerre. »

Et pour réussir son entreprise, Léon Blum se tourne vers la droite. Une centaine de députés de droite ont justement exposé au président de la République Albert Lebrun que « l'heure de l'union

française a sonné ». Il convoque alors tous les députés de l'opposition, en tenant le discours suivant, dans la grande salle Colbert à l'Assemblée nationale.

« J'aurais cru les modérés plus chauds pour une formule d'union nationale.

Craignez-vous que l'entrée des communistes dans un Cabinet ne provoque un veto de la part de puissances étrangères ? Ce serait une indignité de penser que la France ne peut être elle-même. Ne mobiliserait-on pas les soldats communistes si la guerre menaçait ?

Si la catastrophe survenait, s'il fallait constituer un Cabinet de guerre, le ferait-on sans les communistes ?

Il existe certainement entre nous des points de friction, mais nous pouvons aussi trouver des points communs. Il faut chercher avant tout le salutaire.

Je vous en conjure, ne laissez pas échapper une occasion qui peut ne plus se retrouver. Ce que je vous propose aujourd'hui, c'est, j'en suis sûr, ce que chacun de vous, en face de sa conscience, juge souhaitable.

Il n'y a pas un de vous qui ne soit convaincu que là est vraiment, en cet instant, l'intérêt du pays.

Cela est possible aujourd'hui. Cela ne peut plus être possible demain ou devenir infiniment difficile. Ne laissez pas passer l'heure. Vous porteriez un coup cruel au pays. »

La droite refuse la proposition, en raison de la question de la présence dans l'union nationale des communistes, dont Léon Blum ne peut pas se passer de par son positionnement issu du Front populaire... et parce qu'il veut éviter la guerre et considère l'URSS comme une alliée en ce sens.

La droite, elle, est prête à accepter des accords avec l'Allemagne nazie s'il le faut, et toute présence des communistes dans une union nationale ruinerait cette possibilité.

Léon Blum met alors en place, le 13 mars 1938, un nouveau gouvernement avec 16 ministres socialistes et 14 ministres radicaux. Il réaffirme le Front populaire, mais prétend cette fois mener une politique d'union nationale :

« Le gouvernement se réclame du Rassemblement populaire. Cependant, il est résolu à ne laisser perdre aucune occasion de susciter autour de la majorité le Rassemblement nécessaire d'unité française. L'unité française est une force qu'il faut essayer de mettre en œuvre. Le Rassemblement populaire est une force qu'il ne faut pas laisser se détendre et se dégrader. Là est la raison profonde de ma présence. »

L'Assemblée nationale le soutient, par 369 voix contre 196 ; on notera les propos encore caricaturaux dans leur antisémitisme de Xavier Vallat, tel un écho de ses propos lors de la mise en place du premier gouvernement de Léon Blum :

« M. Blum s'est toujours trompé. L'union a pu se faire autour de Clemenceau, de Poincaré, de Doumergue. Il me paraîtrait inconvenant que l'union des Français se fît autour de l'homme qui représente si intensément le peuple que la malédiction divine a

condamné à ne plus avoir de patrie. »

L'antisémitisme ne connaît plus de bornes à droite dans l'atmosphère de tension ; lorsque le socialiste Mar Dormoy prend la défense de Léon Blum en disant « Un Juif vaut bien un Breton », le député Paul Ihuel se précipite sur lui.

Le climat est, clairement, à la panique générale : il est évident que l'Allemagne va passer à l'annexion des Suèdes tchécoslovaques, alors que la République espagnole est en train de s'effondrer face au coup d'État de Franco.

Et si la CGT a accepté une dérogation à la loi des 40 heures pour la production d'armement, tout le monde sait que le retard français sur l'Allemagne nazie ou même l'Italie fasciste est très important, voire massif.

Du côté de la droite, on entend donc de plus en plus parler du maréchal Pétain comme recours pour un coup d'État.

Du côté gauche, c'est la fuite en avant également. Une nouvelle vague de grèves surgit dès l'annonce d'un nouveau gouvernement de Léon Blum, dans un contexte déjà très dur. 20 000 travailleurs occupent les usines Citroën, notamment à Paris et Levallois, avec des drapeaux rouges hissés à toutes les portes. La métallurgie se met en grève également.

Léon Blum parvient alors à faire en sorte que, le 6 avril 1938, les députés lui accordent les pleins pouvoirs financiers, par 311 voix contre 250. Il entend mettre en place un impôt extraordinaire sur le capital, un impôt de 7 % sur les rentes, contrôler les changes, mettre fin à l'anonymat des titres de créance.

Néanmoins, le lendemain, les sénateurs rejettent la demande de Léon Blum. Celui-ci démissionne alors, le 8 avril 1938.

Cela provoque une crise interne chez les socialistes : Marceau Pivert, qui avait affirmé en 1936 que « tout est possible », avait mobilisé sa tendance de la « gauche révolutionnaire » contre la tentative faite par Léon Blum de reconstituer un nouveau gouvernement.

Le rejet par le Sénat est également le prétexte d'une vaste propagande contre elle par la Fédération socialiste de la Seine, qui lance un appel à manifester :

« Pour signifier votre volonté aux repus, pour briser la résistance des trusts, des banques et de leurs serviteurs insolents, pour l'ouverture de la frontière espagnole, pour la solidarité avec les ouvriers occupant leurs entreprises, venez crier votre colère avec nous. À bas le Sénat ! »

La manifestation au Sénat est interdite, mais 25 000 personnes sont présentes ; le Parti Communiste Français n'y participe pas.

La déchirure est donc complète et au congrès SFIO de Royan du 29 mai 1938, le rapport moral est validé par 6 188 mandats contre 1 820, alors que la Fédération de la Seine, bastion de l'aile gauche, est dissoute, par 4904 mandats contre 3 033 (et 292 abstentions).

Marceau Pivert fonde alors immédiatement le Parti socialiste ouvrier et paysan, qui ne va accueillir



qu'autour de 9 000 membres. Sa démarche aura largement affaibli l'aile gauche, dont le vecteur réel et non gauchiste était la Bataille socialiste de Jean Ziromski.

Tout cela apparaît comme flagrant par la suite des événements. C'est le radical Édouard Daladier qui forme un nouveau gouvernement, le 10 avril 1938. Les députés le soutiennent par 576 voix contre 5 : alors que le gouvernement penche à droite, les socialistes et les communistes (qui n'ont aucun ministre) maintiennent la fiction d'un Front populaire au pouvoir !

Le sénat soutient bien entendu Édouard Daladier, par 508 voix contre 12 ; il va prendre toute une série de mesures très dures, notamment par l'intermédiaire du ministre des Finances Paul Reynaud. Par décrets-lois, le gouvernement impose des hausses d'impôts, toute une série d'économies, une nouvelle importante dévaluation du franc, la fin des 40 heures hebdomadaires (avec les patrons pouvant pousser indirectement jusqu'à 48 heures)...

Puis, le gouvernement d'Édouard Daladier signe les Accords de Munich, dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938, permettant à l'Allemagne nazie de dépecer la Tchécoslovaquie après avoir annexé l'Autriche.

La France était sous tension extrême, le gouvernement rappelant 750 000 réservistes – mais, en même temps, la France cherchait à se maintenir typiquement dans une sorte de fiction cotonneuse. À l'Assemblée nationale, les accords de Munich sont donc largement ratifiés, par 535 voix contre 75.

Les 73 députés communistes sont les seuls à s'opposer en bloc, s'alignant alors pleinement sur la ligne de l'Internationale Communiste qui est de considérer comme inéluctable la guerre impérialiste de repartage du monde. Les deux autres députés sont Henri de Kérillis, un député de droite, le seul lucide sur la puissance militaire allemande, et le socialiste Jean Bouhey, dont l'article dénonçant les accords de Munich paru dans *La Bourgeoisie républicaine* sera republié dans *L'Humanité*.

Les socialistes suivent Édouard Daladier : c'est le triomphe de la ligne favorable au capitalisme américain, qui serait un facteur de paix. Léon Blum le rapporte de la manière suivante dans l'éditorial du *Populaire* le premier octobre 1938, avec un lyrisme dégoulinant de bons sentiments :

« Il n'y a pas une femme et pas un homme en France pour refuser à M. Neville Chamberlain et à Edouard Daladier leur juste tribut de gratitude.

La guerre est écartée. Le fléau s'éloigne. La vie est redevenue naturelle. On peut reprendre son travail et retrouver son sommeil. On peut jouir de la beauté d'un soleil d'automne.

Comment ne comprendrais-je pas ce sentiment de délivrance puisque je l'éprouve ? Mais les hommes oublient promptement leurs angoisses et leurs joies passent plus vite encore. Il nous faut déjà donner au lendemain quelques réflexions sérieuses (...).

Se bornera-t-on à compléter et à accélérer les préparatifs de guerre, à corriger les vices et à combler les lacunes que, pendant les semaines d'alerte, on a dû constater un peu partout dans l'appareil militaire ? Est-ce à cela que sera consacré le répit ?

Ou bien l'accord obtenu à Munich sera-t-il aussitôt pris pour point de départ et pour point d'appui d'une négociation élargie, visant le règlement général des problèmes

européens, dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique, tendant par conséquent à la vraie paix, la paix solide, la paix équitable, la paix indivisible, la paix désarmée ?

C'est cela que le Président Roosevelt proposait à l'Europe. C'est cela qu'Edouard Daladier laissait prévoir dans son allocution radiodiffusée d'hier.

Le Socialisme français s'emploie depuis vingt ans à cette tâche. Il est prêt à s'y donner tout entier. »

Les radicaux, totalement maîtres du jeu avec les socialistes les suivant, annoncent alors qu'il considère que le Parti Communiste Français a quitté le Front populaire :

« Le groupe communiste s'est délibérément retiré de la formation politique dont il ne cesse de se réclamer. »

Le Parti Communiste Français refuse cette accusation et exige une réunion du Comité national du Rassemblement populaire à laquelle, bien entendu, les radicaux ne se rendront pas. Le secrétaire général du Parti radical-socialiste, Pierre Mazé, se contente de fournir un communiqué :

« Toute participation avec le parti communiste est impossible. Nous nous refusons à nous asseoir plus longtemps à la même table que ceux qui nous accusent d'avoir trahi la République et la Patrie. »

Et au congrès des radicaux à Marseille, toujours en octobre 1938, il est dit que :

« Le parti communiste, par l'agitation qu'il entretient à travers le pays, par les difficultés qu'il crée aux gouvernements qui se sont succédé depuis 1936, par son opposition agressive et injurieuse, a rompu la solidarité qui l'unissait aux autres partis du Rassemblement populaire. »

C'est un véritable soulèvement des radicaux contre les communistes, à l'instar de qu'on lit dans *La Relève*, un organe de presse des radicaux :

« Le parti communiste est en état de complot permanent contre la République et contre la Patrie. Il constitue le type parfait de la ligue factieuse que l'on a dissoute, il y a quelques années, pour bien moins que cela. La conclusion s'impose : au nom du salut de la nation qui ne saurait tolérer davantage sur son propre sol les agissements d'agents avoués de l'étranger, il faut dissoudre le parti communiste. »

Le Parti Communiste Français, avec sa naïveté et alors que les socialistes suivent les radicaux cherchant à moderniser le capitalisme français, est de nouveau isolé. Il sera bientôt interdit.

Et le dernier espoir, illusoire car syndicaliste, d'une grève générale, échoue lamentablement : le 30 novembre 1938, la tentative de la CGT est écrasée dès le départ, avec une intense répression.